Sénégal : Un week-end, un signal à ne pas sous-estimer

Le week-end du **6 au 7 juin 2026** a été assez particulier pour le Sénégal. *Financial Afrik* a publié une analyse de la dernière adjudication du Trésor sénégalais qui mérite une lecture attentive, au-delà des chiffres de surface : malgré **92,5 milliards Fcfa mobilisés** et une demande soutenue des investisseurs, **le prix de l'argent continue de grimper pour la signature sénégalaise.** Les rendements, proches de 8 % sur plusieurs maturités, ne sont pas un accident de calendrier. Ils sont un verdict.

Ce verdict dit une chose précise : le Sénégal ne bénéficie plus de la **prime de confiance** qui le plaçait depuis deux décennies parmi les meilleures signatures de l'Uemoa. Sans être assimilé aux Etats les plus fragiles de la zone, il évolue désormais dans une **zone intermédiaire inconfortable** celle où les investisseurs demandent davantage pour accompagner l'Etat, parce qu'ils perçoivent davantage de risque.

Ce que les rendements à 8 % disent vraiment

Un taux proche de 8 % sur le marché régional n'est pas neutre. Il signifie que pour chaque milliard emprunté sur ce marché, le Sénégal paie aujourd'hui **significativement plus cher qu'il ne le devrait** eu égard à ses fondamentaux macroéconomiques. Et cette prime supplémentaire n'est pas une prime de risque objectif c'est une prime de **perception**, alimentée par l'incertitude sur la trajectoire budgétaire, l'absence de programme Fmi formalisé et le manque de visibilité sur les réformes structurelles.

Comme le souligne l'analyse de *Financial Afrik*, les **spreads sur les eurobonds sénégalais demeurent parmi les plus élevés de la région.** Le marché régional devenu le principal poumon financier du pays depuis la suspension du programme Fmi envoie désormais le même signal que les marchés internationaux : la liquidité existe, mais elle **devient plus coûteuse tant que la trajectoire budgétaire, la visibilité des réformes et l'issue des discussions avec le Fmi ne seront pas clarifiées.**

Ce renchérissement progressif du coût de la dette crée une mécanique implacable : chaque point de taux supplémentaire alourdit le service de la dette, réduit les marges disponibles pour l'investissement productif, et oblige l'Etat à **emprunter plus pour payer ce qu'il a déjà emprunté.** C'est précisément la définition d'une spirale de dette.

Le contexte sous-régional : la concurrence des signatures

Cette évolution ne peut être comprise sans regarder ce qui se passe autour du Sénégal. Dans l'Uemoa, les investisseurs disposent désormais d'un **éventail plus large de signatures jugées plus prévisibles.** Certains Etats affichent une stabilité politique plus linéaire, une cohérence décisionnelle plus lisible et une relation plus fluide avec les partenaires financiers internationaux. Dans un marché où les capitaux arbitrent en permanence, cette différence se traduit directement en coût de financement.

Le Sénégal, longtemps considéré comme un **point d'ancrage** et une référence de stabilité dans la zone, doit désormais composer avec un environnement où **la stabilité institutionnelle est devenue un critère de marché au même titre que la performance économique.** Ce n'est pas un jugement idéologique, c'est la mécanique froide des marchés financiers : lorsqu'un pays offre une meilleure visibilité institutionnelle et une trajectoire budgétaire plus disciplinée, il attire naturellement une part plus importante de la liquidité régionale.

Ce que dit *Financial Afrik :*

«Le Sénégal se retrouve aujourd'hui dans une position inconfortable. Sans être assimilé aux Etats les plus fragiles, il évolue dans une zone intermédiaire où les investisseurs exigent une rémunération plus élevée pour accompagner l'Etat.»

«L'attractivité n'est jamais une question d'image, mais de cohérence, de stabilité et de crédibilité. Lorsque le coût de la dette grimpe, c'est toute la mécanique de décision des investisseurs qui se reconfigure.»

III. Le geste du ministre des Finances et de l'Economie

Pourtant, un paradoxe s'installe. Alors même que les marchés envoient des signaux d'inquiétude, le ministre des Finances et du Budget, **Cheikh Diba**, a procédé au paiement anticipé de deux échéances majeures sur la dette extérieure : **53,75 millions d'euros sur les titres 2037** et **38,8 millions de dollars sur les obligations 2031.**

Ce geste, rare dans le contexte actuel, constitue un **signal technique positif ;** un rappel que l'Etat entend honorer ses engagements et préserver sa signature souveraine. Il témoigne d'une volonté réelle de rassurer les créanciers. Il doit être salué.

Mais et c'est ici que la lucidité s'impose, **un paiement anticipé ne restructure pas une trajectoire d'endettement.** Il démontre la capacité à honorer des engagements immédiats. Il ne répond pas à la question que les marchés posent en réalité : quelle est la trajectoire budgétaire des cinq prochaines années ? Quel est le plan de réformes structurelles ? **A quel horizon le programme Fmi sera-t-il formalisé** ? Ce sont ces questions-là qui déterminent le niveau des taux.

Pastef : politique et marchés parlent des langues différentes

Dans le même temps, le **congrès historique du Pastef** capte l'essentiel de l'attention politique et médiatique. C'est légitime : il s'agit d'un moment fondateur pour le parti au pouvoir, d'une structuration institutionnelle qui compte pour la gouvernance à long terme du pays.

Mais les marchés, eux, ne lisent pas les congrès. Ils lisent les **signaux économiques**, la **cohérence des politiques publiques** et la **lisibilité de la trajectoire financière.** Et sur ce terrain, les signaux ne changent pas depuis des mois : absence de programme Fmi, trajectoire budgétaire encore incertaine, réformes structurelles non encore consolidées.

La politique occupe l'espace. Les marchés, eux, occupent le temps. Et **c'est le temps qui conditionne le coût du financement de l'Etat.** Chaque semaine sans clarification de la trajectoire est une semaine de plus pendant laquelle la prime de risque demeure élevée, le coût de la dette reste lourd, et les marges de manœuvre budgétaires se rétrécissent.

Reconstruire la prime de crédibilité

Le Sénégal doit **reconstruire une prime de crédibilité** pour redevenir un espace où l'on investit par confiance, et non par arbitrage résiduel. Cette reconstruction ne passe pas par des signaux cosmétiques ; elle passe par des actes structurants, visibles et irréversibles.

Les trois actes qui pourraient changer la perception des marchés

1. Formaliser le programme Fmi : c'est le signal le plus attendu, le plus structurant, celui qui déverrouille en cascade les financements multilatéraux et réduit la prime de risque souveraine.

2. Publier une trajectoire budgétaire crédible à horizon 2028 : avec des hypothèses transparentes, des objectifs de déficit mesurables, et un calendrier de réformes structurelles daté et engageant.

3. Engager visiblement la rationalisation du secteur parapublic : dissolutions, fusions, privatisations ciblées pour montrer que l'Etat choisit l'efficacité sur la préservation des rentes.

L'attractivité n'est jamais une question d'image. Elle est une question de **cohérence**, de **stabilité** et de **crédibilité.** Ces trois qualités ne se proclament pas ; elles se démontrent, acte après acte, décision après décision, réforme après réforme.

L'intérêt supérieur de la Nation

La conclusion s'impose d'elle-même, avec la clarté que la situation exige. **Le Sénégal doit savoir choisir ses batailles.** Dans un environnement régional où les investisseurs peuvent se tourner vers des pays offrant une stabilité institutionnelle plus forte, le pays ne peut se permettre de brouiller ses signaux. Le débat n'est pas idéologique. Il est pragmatique.

Le pays ne peut souffrir d'un défaut de paiement. Un tel événement aurait des conséquences économiques, sociales et institutionnelles d'une ampleur que nul ne peut raisonnablement ignorer. Entre 2026 et 2028, les prévisions officielles de recettes budgétaires du Sénégal s'élèvent à **environ 15 229 milliards Fcfa**. Le service de la dette sur la même période (**14 870 milliards Fcfa**) représente donc **près de 98 %** des recettes attendues. Autrement dit, **chaque franc de recette est presque entièrement absorbé par la dette**.

Cette arithmétique qui ne négocie pas avec les calendriers politiques signifie que notre pays risque de **consacrer presque l'intégralité de ses recettes à la dette**, avant même de financer salaires, investissements, subventions, éducation, santé, sécurité, etc. Nous nous trouvons dans une zone de **forte contrainte budgétaire**, la dette est devenue **insoutenable sans ajustement**.

L'heure est à la lucidité.

Il appartient aux représentants de la Nation au gouvernement comme au Parlement de garantir la **continuité financière de l'Etat**, de préserver sa crédibilité et de protéger les générations futures. C'est dans ces moments-là que se mesurent la maturité d'une démocratie et la solidité d'une République.

Ce qui compte aujourd'hui, c'est de revenir à la réalité. Signer avec le Fmi n'est pas un choix doctrinal. C'est un choix de responsabilité. **Le fonds n'allume pas l'incendie** : il intervient quand la maison brûle déjà. On peut discuter des conditions, des approches, des alternatives, c'est légitime. Mais accuser le Fmi d'être le pyromane, c'est refuser de voir que la dette est d'abord le résultat de nos propres décisions, de nos propres renoncements, et parfois de nos propres dérives : ***«Quand la maison brûle, la couleur du camion des pompiers importe peu : dans certains moments, il n'existe tout simplement pas d'autre choix que d'appeler ceux qui peuvent éteindre le feu.»***

«Le marché régional envoie un signal clair : la liquidité existe, mais la confiance se paie. ***Le Sénégal doit la reconquérir.»***

Dr Lansana Gagny SAKHO
Adm.A, C.M.C
Président du Cercle des Administrateurs Publics